

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°27 2025

## Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Poursuite de l'intégration régionale du pays avec le Kazakhstan ;
- ❖ **Bangladesh** : La Banque centrale est intervenue sur le marché pour freiner la hausse du taka par rapport au dollar ;
- ❖ **Bhoutan** : Indicateurs macroéconomiques d'avril 2025 ;
- ❖ **Inde** : Ralentissement à l'œuvre de l'économie indienne ;
- ❖ **Maldives** : Suspension de la publication du rapport hebdomadaire par le ministère des Finances sur fond de dépréciation accélérée de la devise nationale ;
- ❖ **Népal** : L'envolée des créances douteuses des banques et institutions financières entraîne une forte progression des actifs non-bancaires dans les bilans des institutions financières ;
- ❖ **Sri Lanka** : Discussions avec le FMI sur la perte de revenus due aux droits de douane américains.

### À RETENIR

**2,1%**

Indice des prix à la consommation du  
mois de juin en Inde

# Afghanistan

## Poursuite de l'intégration régionale du pays avec le Kazakhstan

L'Afghanistan et le Kazakhstan ont conclu un accord bilatéral entérinant la construction d'une ligne ferroviaire de 115 km entre Torghundi (poste-frontière avec le Turkménistan) et Hérat. Le Kazakhstan s'est engagé à mobiliser 500 M USD pour le financement de l'ouvrage, afin de porter les échanges commerciaux bilatéraux à 3 Mds USD par an.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie d'intégration régionale de Kaboul. Bénéficiant d'une position stratégique entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud, le pays entend conclure des accords similaires avec l'Ouzbékistan, le Turkménistan, la Russie et le Pakistan. Ces partenaires, aux côtés du Kazakhstan, devraient contribuer au déploiement d'un réseau national de quelque 700 km.

Au-delà de l'enjeu intérieur, la nouvelle infrastructure offrirait un accès maritime aux ressources d'Asie centrale, renforçant ainsi la pertinence du corridor médian à destination des marchés occidentaux. Dans ce contexte, le Kazakhstan, première économie de la région et riche en ressources minières, joue un rôle de chef de file dans les négociations engagées avec les autorités afghanes.

# Bangladesh

## La Banque centrale est intervenue sur le marché pour freiner la hausse du taka par rapport au dollar

En seulement deux jours, la Bangladesh Bank a acheté 484 M USD auprès de certaines banques commerciales, alors que le taux de change a chuté d'environ 2,8 Tk en cinq jours, tombant à 120 Tk pour un dollar américain. La Banque centrale a acheté ces dollars aux enchères avec un taux plancher de 121.5 BDT/USD, permettant un redressement du taux de change. Cette intervention contribue à renforcer les réserves de change, même si une dépréciation du dollar/appréciation du taka pouvait permettre de réduire l'inflation importée.

Cette décision s'est imposée aux autorités du fait du système de *crawling peg* qui, s'il permet au taux de change d'être déterminé par le marché, en définit les limites au sein d'un corridor, à la hausse comme à la baisse, comme cette intervention de soutien du dollar le reflète.

Cet effritement notable du cours de change du dollar est imputable à une diminution de la demande en devises sur le marché, associée à des entrées importantes provenant des transferts de fonds des expatriés et des exportations.

## Nouvelle injection de liquidités auprès des banques en difficulté

La Banque centrale a injecté un montant massif de 525 Mds Tk, soit la contrevaletur de 3,7 Mds EUR dans douze banques en difficulté, par de la création monétaire, malgré une politique monétaire officiellement stricte. Cette mesure vise à stabiliser le secteur bancaire, dans le

cadre d'une stratégie plus large incluant la fusion de plusieurs institutions fragiles. Parmi les banques bénéficiaires figurent notamment First Security Islami Bank (qui a reçu à elle seule 142 Mds Tk), Islami Bank Bangladesh, AB Bank, Padma Bank, Social Islami Bank et National Bank.

### La croissance au 3<sup>e</sup> trimestre 2024–25 atteint 4,9%

Selon les estimations provisoires du Bangladesh Bureau of Statistics (BBS), l'économie du pays a enregistré une croissance de 4,86 % au 3<sup>e</sup> trimestre (janvier–mars) de l'exercice 2024–25, contre 4,62 % à la même période de l'année précédente. Cela marque un rebond par rapport aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres de 2024-25 (1,96 % et 4,48 % respectivement). Sur les neuf premiers mois de l'exercice, la croissance cumulée atteint 3,81 %, légèrement en deçà de celle de l'année précédente.

Eu égard à sa ventilation sectorielle, c'est l'industrie qui porte la croissance. Stimulée par des exportations en hausse, celle-ci a cru de 6,9%. La croissance des secteurs tertiaire et primaire s'établit respectivement à 5,9% et 2,4%.

### La collecte fiscale de 2024-25 n'atteint que 80% de la cible révisée

En 2024-25, le National Bureau of Revenue (NBR) a enregistré un important déficit de recettes, avec une collecte d'environ 3682 Mds Tk contre un objectif révisé de 4635 Mds Tk et un objectif initial de 4800 Mds Tk, n'atteignant ainsi que 80% de la cible révisée à la mi-année.

Ce résultat, bien que représentant une légère croissance d'environ 2 % par rapport à l'année précédente, est bien en deçà des attentes, en particulier dans le cadre du programme du FMI qui vise à augmenter les recettes de 0,5% de PIB par an.

Cette contre-performance est imputable à une combinaison de facteurs, notamment le ralentissement économique, l'instabilité politique marquée par les soubresauts survenus l'été dernier, ainsi que les grèves et mouvements de protestation internes au sein même du NBR.

### De nombreux pays restreignent la délivrance de visas de travail

Un nombre croissant de pays – notamment les États du Golfe, la Malaisie et plusieurs en Asie du Sud-Est – restreignent l'octroi de visas aux ressortissants bangladais, en particulier aux travailleurs peu qualifiés. Ces mesures font suite à une hausse des fraudes documentaires, du trafic de migrants et des cas de sur-séjour. Les Émirats arabes unis, Oman et la Malaisie ont suspendu l'émission de visas pour les travailleurs non qualifiés, tandis que des pays comme le Vietnam, l'Inde ou encore la Roumanie ont fortement réduit ou ralenti la délivrance de visas.

Cette vague de restrictions pourrait entraîner une baisse notable des départs de travailleurs bangladais à l'étranger dans les mois à venir. Un tel recul pèserait directement sur les transferts de fonds, qui représentent une source cruciale de devises pour l'économie du pays.

Cette situation conduit à une concentration croissante des départs vers l'Arabie Saoudite, qui sur les cinq premiers mois de 2025 concentre 71% des flux, loin devant le Qatar (10%) et Singapour (6%). Entre 2023 et 2025, les restrictions de pays comme la Malaisie ou Oman ont entraîné un recul des flux dans ces deux pays de 27% à 1% et de 10% à 0% respectivement.

# Bhoutan

## Indicateurs macroéconomiques d'avril 2025

Au troisième trimestre de l'exercice 2024-25, couvrant la période janvier-mars 2025, le PIB trimestriel du Bhoutan en valeur est estimé à 730 M USD, soit une croissance nominale de 5,7% sur un an. Sur ce même trimestre, le déficit du compte courant s'élève à 300,7 M USD, tandis que le déficit commercial atteint 310 M USD, ce qui inscrit le déficit courant à 8,4% du PIB. L'encours de la dette publique ressort à environ 3,5 Mds USD, dont 68,4% libellés en roupies indiennes, et le ratio dette-PIB se réduit à 97,9%, après environ 100% en 2023-24.

En avril 2025, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation ralentit à 2,5%, contre 3,5% en mars, en raison d'une baisse de l'indice hors produits alimentaires, passé à -1%. En revanche, l'inflation alimentaire accélère à 6,1%, après 5,8% le mois précédent. Enfin, les réserves de change totalisent 993 M USD en mai 2025, soit une hausse mensuelle de 138 M USD.

# Inde

## Ralentissement à l'œuvre de l'économie indienne

Les évolutions conjoncturelles récentes, reflétées par une grande majorité d'indicateurs de haute fréquence (évolution des agrégats de crédit, collecte de GST, variation des ventes de véhicules à moteur) convergent toutes dans le sens d'un net ralentissement du cycle économique.

La dynamique du crédit a nettement fléchi, revenant de 16 % en glissement annuel en juin 2024 à 9 % en juin 2025, en liaison avec le fléchissement de la consommation intérieure. Ce fléchissement est attesté par la moindre collecte de GST, dont la hausse est revenue de 11 % en juin 2024 à 6 % en juin 2025. Les ventes de véhicules quatre roues enregistrent également une moindre hausse, de 2 %, alors qu'elle s'inscrivait à 7 % un an auparavant. Enfin, après une dynamique soutenue, reflétée par une hausse des ventes de biens immobiliers en valeur de 28 % dans les sept principales villes indiennes, le marché immobilier d'habitation marque le pas, en affichant une hausse des ventes de l'ordre de 4,0 % actuellement. La variable explicative tient à la moindre progression des salaires versés dans les principales compagnies cotées du BSE500, revenue de 12 % à 6 % sur les douze derniers mois.

Il conviendra de voir au cours des prochains mois dans quelle mesure le cycle de baisse des taux directeurs initié par la RBI depuis le début de l'année et conforté par une politique accommodante de gestion de la liquidité permettra de stimuler la demande de crédit et partant la consommation et l'investissement. On peut toutefois craindre qu'avec l'épuisement progressif du programme de relance de l'investissement public, la croissance économique ne revienne vers son trend d'avant le Covid, soit autour de 5,0-6,0 %.

## L'évolution de l'indice des prix à la consommation s'inscrit à son niveau le plus faible depuis six ans au mois de juin

L'indice des prix à la consommation (IPC) revient à 2,1% en juin 2025, contre 2,8% en mai, son plus faible niveau depuis six ans. Cette évolution l'inscrit ainsi dans la fourchette basse de la cible d'inflation définie par la Banque centrale (2-6%) et reflète principalement le ralentissement de la hausse des prix alimentaires, qui représentent près de la moitié du panier

de consommation. L'inflation pourrait ainsi passer sous la barre des 2 % en juillet, renforçant les perspectives d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt directeurs de la RBI au cours des prochains mois. Il s'agit du huitième mois consécutif d'inflation inférieure au plafond de 6 %, et du cinquième mois sous la cible médiane de 4 % fixée par la Banque centrale, la RBI.

En parallèle, l'indice des prix de gros (WPI) est passé en territoire négatif, affichant une inflation de -0,1 % en juin, allégeant les coûts pour les entreprises.

Par ailleurs, la mousson, qualifiée de "normale", a contribué à la baisse des prix alimentaires, tout en contribuant à stabiliser la demande rurale. Les prix des légumes ont chuté de 19 % sur un an, ceux des légumineuses de 11,8 %, et des épices de 3 %, entraînant une contraction des prix alimentaires de -1,06 %.

Cependant, l'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) s'est accentuée à 4,4 %, son plus haut niveau depuis septembre 2023. Cette hausse s'explique notamment par la flambée des prix de l'or (+36 % en g.a.) et par la progression continue des prix des services (santé, transport).

Les disparités régionales demeurent marquées : l'inflation rurale s'établit à 1,7 %, contre 2,5 % en milieu urbain. Certains États enregistrent des écarts notables, avec une inflation de 6,7 % au Kerala, tandis que le Telangana connaît une déflation de 0,9 %. L'Andhra Pradesh et l'Odisha enregistrent respectivement une inflation nulle et de 0,5 %, soit une quasi stabilité des prix.

Pour rappel, concernant l'exercice 2025–26 (FY26), la SBI prévoit une inflation moyenne entre 3,0 % et 3,2 %, bien en deçà de l'estimation de la RBI (3,7 %), et nettement inférieure à la moyenne de 4,6 % enregistrée en 2024–25. Le Comité de Politique Monétaire [*Monetary Policy Committee* (MPC)] a d'ailleurs révisé à la baisse sa propre prévision pour FY26, à 3,7 % contre 4 % auparavant.

## Politique monétaire : la RBI surveille la liquidité avant une possible nouvelle baisse des taux

Après une baisse du taux directeur de 50 points de base le 6 juin dernier, ramené à 5,5 %, et une réduction du ratio de réserve obligatoire (CRR, Cash Ratio Reserve) de 100 points de base à 3 %, qui ne sera effective qu'à partir de septembre, la RBI pourrait envisager une nouvelle réduction de 25 points de base d'ici octobre prochain. Le gouverneur de la Banque centrale, Sanjay Malhotra, a confirmé que l'approche monétaire actuellement « neutre » laissait l'éventualité à un nouvel ajustement si les conditions de croissance ou d'inflation l'exigeaient.

Par ailleurs, la RBI entend maintenir une liquidité suffisante mais contenue dans le système financier, afin de garantir une transmission efficace d'éventuelles baisses des taux directeurs vers l'économie réelle.

Actuellement, le système bancaire présente un excédent de liquidité de ₹2,6 lakh crore, soit environ 31 Mds USD, un niveau légèrement supérieur à l'objectif implicite d'environ 1 % des dépôts bancaires.

Afin de résorber l'excès de liquidité, la Banque centrale indienne (RBI) a lancé une opération de reverse repo à taux variable (VRRR) d'une durée de trois jours, portant sur ₹1 lakh crore, soit environ 12 Mds USD. L'objectif était d'éviter que les taux à court terme du marché interbancaire ne demeurent durablement inférieurs au taux directeur des pensions, soit 5,5 %, ce qui compromettrait la transmission d'une éventuelle baisse du taux directeur — envisagée jusqu'à 100 points de base cette année.

Cependant, l'opération n'a connu qu'un succès mitigé : les soumissions n'ont atteint que ₹57 450 crore, soit environ 6,9 Mds USD, soit à peine la moitié du montant proposé. Bien que les banques préfèrent les maturités courtes comme le 3 jours, elles ont été peu enclines à immobiliser leurs excédents auprès de la RBI, préférant profiter des rendements plus attractifs du marché au jour le jour. L'opération visait à relever le taux interbancaire moyen pondéré (WACR), actuellement trop proche du plancher du corridor de taux directeurs.

## L'Inde accroît ses importations de pétrole russe, sous l'ombre de sanctions américaines

En juin 2025, les importations de pétrole brut en provenance de Russie ont atteint 2,08 millions de barils par jour (bpd), un record sur les onze derniers mois. Ce volume représente une hausse de 8 % par rapport au mois précédent, alors que les importations globales de pétrole brut en Inde ont diminué de 6 %. Pour mémoire, à partir de 2022, la Russie est devenue le principal fournisseur de l'Inde de pétrole brut, représentant environ 40 % des importations totales de pétrole brut du pays. En effet, sur le premier trimestre 2025-26, la part de la Russie dans les importations totales brutes de l'Inde atteint approximativement 35 %, devant l'Irak, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

Trois raffineries indiennes (dont Reliance, Nayara, et Mangalore) ont absorbé plus de la moitié de ces livraisons russes, notamment pour l'exportation de produits raffinés vers les pays du G7. L'augmentation s'inscrit dans un contexte géopolitique tendu, avec le conflit Israël-Iran incitant les raffineurs indiens à renforcer leurs stocks auprès de la Russie.

Cette stratégie s'explique par les décotes importantes offertes par la Russie qui en réponse aux sanctions occidentales a commencé à proposer son pétrole à des prix fortement réduits (Russian Urals), ce qui a incité l'Inde à augmenter massivement ses achats.

Face à cette dépendance croissante, l'Inde diversifie néanmoins ses approvisionnements : en juin, elle a limité ses achats auprès de l'Irak (-17 %), maintenu ceux auprès de l'Arabie saoudite (≈581 000 bpd) et augmenté ceux auprès des Émirats arabes unis (≈490 000 bpd, +6,5 %). Les importations en provenance des États-Unis ont augmenté en flèche : environ 303 000 bpd en juin, soit une part de 6,3 % du total.

Toutefois, le Secrétaire Général Mark Rutte a menacé l'Inde, la Chine et le Brésil de « sanctions secondaires à 100 % », si ces pays poursuivent leur commerce avec la Russie, notamment en énergie. Ce message fait écho à l'avertissement du président Trump, qui a évoqué l'hypothèse de droits de douane de 100 % sur les importations de pétrole russe si un accord de paix n'était pas signé sous 50 jours et des projets de loi au Congrès US qui envisagent des sanctions atteignant jusqu'à 500 % sur les pays continuant à importer des produits russes.

Etant l'un des principaux importateurs de pétrole russe (notamment du brut), l'Inde se trouve directement visée par ces menaces, à un moment où l'approvisionnement énergétique du pays reste critique ainsi que dans la perspective de la signature d'un accord de commerce d'envergure avec les États-Unis.

## Point sur le commerce extérieur indien et les négociations commerciales en cours avec les États-Unis

En juin, le déficit commercial de marchandises de l'Inde s'est nettement réduit, à 18,8 Mds USD contre 21,8 Mds USD en mai, un niveau bien inférieur aux prévisions des analystes (22,2 Mds USD). Cette amélioration s'explique par une contraction marquée des importations, tombées

à 53,9 Mds USD (contre 60,6 Mds USD en mai), ainsi que des exportations, qui ont chuté à 35,1 Mds USD (-9 % sur un mois), leur plus bas niveau depuis novembre.

Dans ce contexte global de repli, les exportations de biens vers les États-Unis se sont distinguées, progressant de 23,5 % en glissement annuel pour atteindre 8,3 Mds USD en juin, malgré la hausse du tarif de base américain à 10 %, stimulé par la hausse des commandes en prévision de tarifs douaniers moins favorables. En parallèle et en dépit de la volonté de D. Trump, les importations depuis les États-Unis ont reculé de 10,6 %, à environ 4 Mds USD.

Sur la période d'avril à juin, les exportations cumulées de biens et services vers les États-Unis ont atteint 25,5 Mds USD (+22,2 % en glissement annuel). Sur cette même période, au niveau global, les exportations de biens ont atteint 112,1 Mds USD (+1,9 %) tandis que les importations se sont élevées à 179 Mds USD (+4,2 %), reflétant une dynamique d'échanges globalement en croissance.

Sur le front commercial, l'Inde et les États-Unis poursuivent actuellement à Washington leur cinquième cycle de négociations en vue d'un accord préliminaire dans le cadre du futur Accord de commerce bilatéral (BTA). Initialement attendue avant le 9 juillet, la conclusion de cette première phase a été reportée.

L'enjeu principal concerne les droits de douane américains appliqués aux produits indiens : New Delhi espère obtenir un tarif préférentiel inférieur à ceux consentis à l'Indonésie (19 %) et au Vietnam (20 %), visant un plafond autour de 10-15 %. Malgré l'ouverture affichée par Donald Trump, qui évoque un accord calqué sur le modèle indonésien et affirme être "très proche" d'un compromis, les négociations achoppent sur certains points sensibles, notamment le refus indien d'assouplir sa position sur les OGM.

Les États-Unis ont toutefois prolongé au 1<sup>er</sup> août le moratoire de 90 jours sur d'éventuelles mesures de rétorsion tarifaire, se donnant ainsi un délai supplémentaire pour finaliser l'accord. L'Inde insiste sur le fait qu'elle n'est pas perçue comme un hub de transit par les États-Unis, contrairement à certains concurrents asiatiques, ce qui justifierait un traitement tarifaire plus favorable. En échange, l'Inde se dit prête à accorder des concessions sur les produits industriels américains et à envisager des achats stratégiques, notamment d'avions Boeing.

Mais cette incertitude prolongée affecte déjà l'écosystème industriel indien : les fabricants d'électronique (Dixon Technologies, Micromax/Bhagwati, Karbonn) font état de reports d'investissements et de commandes en suspens de la part de leurs clients américains. D'autres secteurs, comme le textile, l'habillement, les fruits de mer ou encore les bijoux, constatent une frilosité croissante liée au risque de mesures tarifaires imprévisibles.

## Maldives

### Suspension de la publication du rapport hebdomadaire par le ministère des Finances sur fond de dépréciation accélérée de la devise nationale

Le ministère des Finances a suspendu la publication de son rapport financier hebdomadaire depuis deux semaines. Le dernier rapport a été publié le 28 juin avec les détails des dépenses et des revenus jusqu'au 19 juin. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement cesse de divulguer ses données financières hebdomadaires. L'année dernière, le rapport financier avait en effet été suspendu de fin juin au 29 août et la publication n'avait repris qu'après que les partis d'opposition avaient exprimé leur inquiétude et commencé à saisir les agences internationales. Selon les dernières données, le montant des contributions en capital allouées

aux entreprises publiques a doublé par rapport au montant budgété. Dans le même temps, le taux de change sur le marché parallèle a connu une forte dépréciation, passant de 19 MVR pour 1 USD en avril dernier à 20 MVR, alors que le taux officiel est fixé à 15,42 MVR pour 1 USD, ce qui correspond à une décote de près de 30%.

## Jugement sévère de l'Auditeur général sur l'utilisation du Fonds souverain de développement (SDF)

L'audit identifie des retards dans la définition d'un cadre juridique et de gouvernance clair pour l'opération et la gestion du SDF, qui résultent dans une gouvernance faible, une responsabilité limitée et une nette divergence par rapport aux meilleures pratiques internationales. L'examen a révélé que plusieurs décisions d'investissement prises par le SDF n'étaient pas conformes à ses objectifs et que ses états financiers n'étaient pas conformes aux normes comptables. Par ailleurs, le rapport souligne que si la taille totale du fonds s'élevait à 7 485 M MVR fin 2023 (dont 65% détenus en MVR et 35% en USD), 88% du fonds étaient investis dans des titres de dette publique, ce qui limite la capacité du fonds à assurer le remboursement de dettes spécifiques, notamment étrangères, alors même que cela constitue son principal objectif.

## Népal

### L'envolée des créances douteuses des banques et institutions financières a font progresser les actifs non bancaires

Selon la Nepal Rastra Bank, la valeur des actifs non bancaires des établissements financiers a progressé de 76,7 M USD entre le mi-juillet 2024 et la mi-juin 2025, pour s'établir à 343,6 M USD contre 266,9 M USD un an plus tôt. Cette hausse traduit l'augmentation des créances douteuses et la détérioration générale de la qualité des portefeuilles.

La banque centrale distingue trois niveaux de prêts non performants: *substandard* pour des retards inférieurs à trois mois, *doubtful* pour des retards compris entre trois et douze mois, et *bad loans* au-delà de douze mois. Les prêts classés dans cette dernière catégorie conduisent, après saisie des garanties, à l'enregistrement d'actifs non bancaires (en pratique, actifs non-monétisables) lorsque le recouvrement échoue.

Les banques commerciales, pilier du système financier, ont vu la valeur de leurs actifs non bancaires passer de 227 MUSD à 291 MUSD, soit une augmentation de 64,7 MUSD, avec un taux moyen de prêts non performants de 5,05%. Les banques de développement ont vu leurs actifs non bancaires portés à 31,3 MUSD, en hausse de 5,9 MUSD, pour un ratio de prêts non performants de 5,56%. Les sociétés de financement, plus exposées au risque, ont vu la valeur de leurs actifs non bancaires s'accroître de 5,9 MUSD, pour atteindre 20,6 MUSD, tandis que leur taux moyen de prêts non performants s'élève à 13,04%.

Dans l'ensemble du secteur, le ratio de prêts non performants ressort à 5,24%, contre 3,98% l'année précédente, signe d'un affaiblissement notable de la capacité de recouvrement et d'une nette dégradation de la solidité des bilans bancaires.

# Sri Lanka

## Discussions avec le FMI sur la perte de revenus due aux droits de douane américains

Le Sri Lanka discutera avec le FMI des mesures à prendre pour compenser les pertes de revenus dues aux droits de douane de 30% imposés par les États-Unis aux produits originaires de ce pays, à compter du 1<sup>er</sup> août, ont déclaré des responsables du Trésor. Le pays pourrait en effet ne pas être en mesure d'atteindre les objectifs de recettes fiscales fixés dans le cadre du programme FMI en cours.

## Le budget de 2026 axé sur la relance des mégaprojets

Le budget national 2026 accordera la priorité aux mégaprojets d'infrastructures bloqués et au règlement des arriérés, mais le gel actuel d'achat de nouveaux véhicules pour les institutions publiques, à l'exception de ceux destinés aux transports publics et aux services de santé, sera maintenu, selon la « lettre de cadrage budgétaire » (« Budget Call ») qui vient d'être publiée par le Trésor. La suspension des financements pour la formation à l'étranger et les transports publics sera poursuivie jusqu'à l'année prochaine, selon le document. Le plafond des dépenses primaires pour l'année prochaine est fixé à 4385,4 Mds LKR (à comparer à 4285 Mds LKR en 2024), conformément au cadre budgétaire à moyen terme 2026-2030.

## Le Sri Lanka et l'Arabie saoudite signent l'accord de restructuration de la dette bilatérale

Le Sri Lanka a signé avec le Saudi Fund for Development (SFD) l'accord restructurant sa dette de 517 MSAR (138 MUSD environ) à l'égard de l'Arabie saoudite. Cet événement marque une nouvelle étape dans la normalisation des relations financières internationales du Sri Lanka.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa3	Stable	CCC+	Stable	B-	Stable	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
<b>Népal</b>	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr)